produits agricoles sera de 35 p. 100 inférieur aux prix courants. Un grand nombre de personnes m'ont interrogé à ce sujet durant la campagne électorale et bien des gens m'ont demandé depuis quel serait le programme adopté par le Gouvernement en matière de prix minimums. Je dois dire que je n'ai pas une seule fois répondu qu'à mon avis les prix fixés par l'Etat comporteraient une réduction supérieure à quinze ou tout au plus à vingt pour cent par rapport aux prix courants. Or, d'après la mesure en vigueur, la diminution pourra atteindre jusqu'à 35 p. 100 de la puissance d'achat de la classe sociale la plus nombreuse au Canada.

L'hon. M. GARDINER: La réduction n'est que de 20 p. 100.

M. WRIGHT: Un dollar cinquante-cinq et un dollar; on n'a qu'à faire le calcul. Si la réponse n'est pas 35 p. 100, j'avoue que j'aurais besoin de retourner à l'école.

L'hon. M. GARDINER: Le prix minimum est actuellement de \$1.25; si ce prix est abaissé à \$1, la réduction ne représentera que 20 p. 100 du prix minimum, ce qui n'empêchera pas le cultivateur de vendre à un prix plus élevé s'il trouve un meilleur marché.

M. WRIGHT: Le décret du conseil C.P. 6122 établit le prix de vente à \$1.55. C'est le prix que nous obtiendrons pour notre blé d'exportation, sous le régime de cette mesure.

L'hon. M. GARDINER: Le prix est \$1.55 pour le blé vendu outre-mer mais cela ne signifie pas que ce prix soit le plus élevé que l'on puisse obtenir pour le blé canadien ailleurs.

M. WRIGHT: J'ai l'impression que si cette mesure n'avait pas été adoptée, il eût peut-être été possible pour nous de recevoir un prix plus élevé. Je crois que le Gouvernement vend du blé actuellement, pour la consommation domestique au Canada, au prix de \$1.25 le boisseau. Ce blé est vendu à nos minoteries, tandis que le cultivateur ne réalise aucun bénéfice.

L'hon. M. GARDINER: Bien pis, la Commission vend le blé à raison de 78 cents le boisseau aux minoteries.

M. WRIGHT: J'allais dire qu'il allait plus loin que cela et qu'il versait une subvention au meunier, ce qui signifie que ce dernier se trouvait à moudre du blé à 78c, le boisseau, livré à Fort-William. Est-ce là ce que le Gouvernement juge le prix minimum, 78c. le boisseau pour le blé livré à Fort-William?

L'établissement de prix minimums pour les produits agricoles constitue, je le répète, un des facteurs les plus importants de la période

de reconstruction. Il s'agit du pouvoir d'achat d'une partie de la population qui représente notre plus grand marché. En effet, elle achète plus de machinerie, de vêtements et d'outillage que tout autre groupe du Dominion et elle construit aussi plus de maisons. Si nous réduisons son niveau de vie de 35 p. 100, nous pouvons nous attendre à beaucoup de chômage dans les cinq prochaines années.

Nous sommes en faveur du régime des contingents en ce qui concerne l'écoulement de notre blé. Ce régime est généralement bien reçu dans l'Ouest, particulièrement dans le cas des contingents relatifs aux livraisons. Il est excellent et il a donné de bons résultats. La mesure annoncée hier par le Gouvernement nous accorde \$1 par boisseau. Cependant elle ne s'applique pas à tout le blé que nous produisons dans l'Ouest, mais à celui que nous récoltons sous le régime du contingentement et qui représente 14 boisseaux l'acre sur 80 p. 100 de nos superficies de 1940.

Qu'est-ce que cela représente en dollars? Un de mes voisins cultive un quart de section et il a une famille de six enfants. En vertu du contingentement, il peut vendre seulement le produit de 23 acres, c'est-à-dire qu'il peut vendre 14 boisseaux par acre pour 23 acres de terre. Tout ce qu'il récolte en excédent, il ne peut le vendre. En faisant un peu de calcul mental, les honorables députés verront ce qu'un tel revenu lui permet au chapitre du vêtement, de l'alimentation et de l'instruction de ses enfants. Il ne peut se tirer d'affaire. Je suis sûr que ce n'est pas là le prix minimum qu'accepteront les cultivateurs de l'Ouest. Le ministre ne nous a pas dit si on avait consulté l'agriculture organisée de l'Ouest canadien ou de l'ensemble du pays. A-t-on consulté la Fédération canadienne de l'agriculture? A-t-on consulté les associations agricoles du Canada? Nous ne savons même pas si l'on a consulté le comité consultatif de la Commission du blé.

Ni le ministre, ni aucun autre membre du Gouvernement, n'a déclaré que ce prix minimum était considéré comme satisfaisant par les groupements de cultivateurs. Je doute fort qu'il le soit. Je connais assez bien l'agriculture de l'Ouest pour savoir que ce prix minimum pour le blé de l'Ouest canadien ne saura jamais être satisfaisant, lorsqu'on tient compte des prix actuels de ce que le cultivateur achète. Le Gouvernement ne nous a pas garanti que si le prix du blé baisse de 35 p. 100, le prix des instruments aratoires devra subir une baisse correspondante. Nous savons par expérience qu'il n'en sera rien. Au cours de la dernière guerre, il y eut hausse du prix des machines agricoles et de tous les autres articles qui entrent dans les frais de production des denrées agricoles et le prix

[M. Wright.]